

# LA SOUVERAINETÉ

## DU PEUPLE.

LIBERTÉ,  
ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.LIBERTÉ,  
ÉGALITÉ, FRATERNITÉ.

	PARIS.	DÉPARTEMENTS.
Abonnement d'un an. . . . .	18 fr.	23 fr.
— six mois. . . . .	10	14
— trois mois. . . . .	5 50	6 50
— un mois. . . . .	2	2 75

ADRESSER tout ce qui concerne la Rédaction à M. MICHELOT, N° 10, rue Serpente.

## POUR ABONNEMENT

Actions, souscriptions, adresser sous enveloppe un mandat sur la poste de Paris, payable à M. MICHELOT, N° 10, rue Serpente. Un conseil d'administration sera formé prochainement par les clubs. Ce journal est QUOTIDIEN.

	PARIS.	DÉPARTEMENTS.
Abonnement d'un an. . . . .	18 fr.	23 fr.
— six mois. . . . .	10	14
— trois mois. . . . .	5 50	6 50
— un mois. . . . .	2	2 75

Nous sommes arrivés à une époque où la lumière doit descendre dans toutes les profondeurs sociales. Eclairer les masses sur leurs droits et leurs devoirs, c'est le salut de la République. — Il faut que le peuple connaisse les manœuvres clandestines des réactionnaires, manœuvres qui tendent à nous imposer encore le joug d'une dynastie, à dépouiller les masses de leurs droits civiques et à les parquer hors la loi, comme un troupeau de cerfs ou d'ilotes, bons seulement à payer l'impôt, à cultiver la terre et à mourir soit à la glèbe, soit sur un champ de bataille pour le maintien du beau système de leurs oppresseurs.

Pour qu'on puisse se rallier en connaissance de cause à la SOUVERAINETÉ DU PEUPLE, VOICI LA PROFESSION DE FOI du Rédacteur en chef, le citoyen Michelot (Jean-Juin), homme de lettres, ex-président de la Société démocratique de Londres, et, depuis plusieurs années un des plus ardents propagateurs des doctrines républicaines. (Voir la Réforme, surtout depuis quatre cinq ans.)

## Profession de foi politique.

Plus de monarchie d'aucune espèce ni sous quelque forme que ce puisse être. — Vote universel dans toute sa vérité. — Fournir aux pauvres électeurs les moyens d'exercer leurs droits. — Punition sévère de toute tentative de séduction, de tout embauchage pour capter les suffrages des électeurs. — Le devoir des bons citoyens est de porter à la représentation nationale les meilleurs démocrates, des démocrates connus pour tels par leurs antécédents. — Voter pour les courtisans du régime déchu, ou seulement pour des hommes douteux, c'est trahir la République. — Ce ne sont pas des riches, mais des démocrates fermes et vertueux qu'il faut pour sauver la patrie. — Armement immédiat de tous les citoyens, prolétaires ou non. — Ne conserver que les corps de troupe nécessaires à la garde de nos frontières, de nos possessions d'Afriques; faire rentrer le reste de l'armée dans la garde nationale pour compléter son instruction et afin qu'au premier danger un million de soldats vigoureux et bien exercés volent à la défense de la république, tandis que les autres veilleront à l'intérieur. — Le licenciement de l'armée permettra de dégrevier le budget. — Réduction du budget dans tous ses chapitres. — Que les millions qu'on livrait naguère à l'avidité de la cour et de ses soutiens soient employés à créer partout des travaux utiles pour les travailleurs, comme l'assainissement des villes, le dessèchement des marais et la multiplication des voies de communication. — Il faut qu'au moyen d'une indemnité convenable tous les chemins de fer deviennent au plus tôt propriété nationale, afin que cette source inépuisable de revenus reste dans les mains de la république. — Création de comptoirs agricoles pour fournir à l'agriculture, base de la prospérité publique, de nouveaux moyens de développement. — Abolition ou au moins modification fondamentale de l'impôt qui ne frappe que les aliments du pauvre. — Organisation du travail dans toutes ses branches. — Travail et aisance pour tous. — Si tous consomment, tous doivent produire. — Reconstitution de la magistrature avec des éléments républicains. — Abolition de toutes les vaines distinctions sociales, croix, cordons et autres hochets de vanité rappelant les régimes déchus. — Instruction universelle, gratuite et obligatoire pour tous. — Le fruit de la science deviendra l'aliment de tous, selon les capacités de chacun. — Respect à la propriété et aux personnes dans des conditions expliquées par des lois équitables.

## Concours demandé aux vrais Démocrates.

Le but de ce Journal étant d'une utilité incontestable, tous les bons citoyens sont invités à se joindre à nous.

Un abonnement gratuit, de six mois, est accordé aux conditions suivantes :

1° Fonder un club dans la localité, s'il n'y en a pas dans le sens démocratique et lui donner le règlement suivant du club de la Sorbonne ou de la Montagne; 2° s'il y a déjà un club, lui faire adopter, au moins en partie, ce règlement, qui est aussi celui de quelques

clubs de Paris; 3° affilier le club au nôtre, c'est à dire le mettre en communion d'idées avec nous : car c'est l'union qui fait la force; 4° faire souscrire et payer par chaque club au moins un coupon d'action, et obtenir le plus d'abonnements possible; 5° ouvrir une souscription dans l'endroit, et envoyer les sommes souscrites au bureau, avec les noms des souscripteurs pour être publiés, car tout sera rendu public. — Le journal la Souveraineté n'est point une exploitation particulière; il est la propriété de tous les clubs qui remplissent les conditions ci-dessous détaillées dans les statuts; le journal rendra régulièrement compte de leurs séances quand elles auront de l'importance. Tous les clubs copropriétaires concourent à la nomination d'une commission pour tenir la caisse. Les clubs de province peuvent choisir pour leur délégué celui ou ceux des membres de nos clubs affiliés de Paris qu'ils connaissent. Le même membre peut être choisi pour représenter plusieurs clubs. Le Rédacteur en chef, le citoyen Michelot, ainsi que les collaborateurs qui lui seront adjoints, ne seront rétribués que comme ouvriers, c'est à dire qu'on ne leur donnera que le nécessaire. L'excédant des recettes, une fois les frais couverts, sera employé à la propagation des saines doctrines et au soulagement de ceux des membres qui, en attendant les réformes sociales, tomberaient dans le besoin. — Ce Journal aura aussi pour objet de signaler partout les bons citoyens, afin que le Gouvernement sache où sont ceux qui aiment la République et qui doivent en remplir les emplois.

Que ceux qui sont amis de la République mettent la main à l'œuvre.

Des clubs fondés, des actions placées, des abonnements, des souscriptions volontaires : voilà une ample matière pour montrer un vrai zèle républicain dont il sera tenu note.

	Paris.	Départemens.
Abonnement d'un an. . . . .	18 fr.	23 fr.
— six mois. . . . .	10	14
— trois mois. . . . .	5 50	6 50 c.
— un mois. . . . .	2	2 75

## Statuts.

Art. 1<sup>er</sup>. Le but de ce journal est de propager et de défendre les doctrines républicaines et de veiller au maintien de la République. Ce journal s'applique spécialement à reproduire tout ce qui se passe d'intéressant dans les clubs affiliés, dans l'Assemblée nationale, et en un mot, tout ce qui concerne le bien-être du peuple. Les vrais démocrates, les candidats qui auront donné des gages à la démocratie, seront aussi appuyés par le journal, avec tout le zèle d'une justice éclairée.

Art. 2. Trente mille francs d'actions représenteront la propriété de ce journal. Il sera créé cent-vingt coupons d'actions au porteur; chaque coupon sera de 250 francs, somme égale des 220 coupons à 30 mille francs.

Art. 3. Tout club démocratique qui se sera rendu acquéreur d'au moins un coupon d'action de 250 francs sera affilié. Les droits des clubs affiliés sont : 1° de faire insérer dans le journal le compte-rendu des séances, quand elles offriront de l'intérêt; et 2° d'être défendu par ledit journal, en cas d'attaque injuste.

Art. 4. M. Michelot, fondateur de ce journal, en garde la rédaction; néanmoins, un conseil de rédaction lui sera adjoint, pour aider de ses avis ou de sa collaboration.

Il y aura aussi un conseil d'administration pour tenir les recettes et faire les dépenses du journal.

Art. 5. Ces deux conseils seront de neuf membres chacun. Leur composition sera ainsi faite. Quatre coupons d'action donneront droit à nommer un membre dans l'un ou l'autre des deux conseils; huit coupons d'action donneront droit à nommer deux membres, un dans chaque conseil, et ainsi de suite, selon le nombre des coupons que l'on possédera.

Art. 6. Ce journal n'est ni une société en commandite, ni une exploitation pour gagner de l'argent.

Les clubs ou particuliers, porteurs d'actions, n'auront donc qu'à intervenir, comme il vient d'être dit, soit dans la rédaction, pour aider à maintenir le journal dans la ligne

démocratique, soit dans l'administration pour empêcher les malversations. Les dépenses soldées, l'excédant des recettes restera en caisse et sera employé au développement du journal, à la propagation des saines doctrines, et au soulagement de ceux des membres qui tomberaient momentanément dans la gêne. Ainsi donc, point de dividende ici; point d'entreprise commerciale; mais une œuvre de régénération et de dévouement.

Art. 7. M. Michelot, rédacteur en chef, et ceux qui avec lui donneront leur temps au journal, seront payés par la caisse du journal, mais payés seulement comme des ouvriers; c'est à dire qu'ils n'auront que le strict nécessaire. Les comptes de recettes et de dépenses seront publiés plusieurs fois l'année.

Art. 8. Les deux conseils se réunissent séparément et délibèrent sur les affaires de leur compétence, aussi souvent que l'intérêt de l'œuvre le demande. Quoique indépendants l'un de l'autre, ils devront agir avec concert, ou au moins éviter de s'entraver mutuellement.

Art. 9. M. Michelot sera de droit membre des deux conseils, présidera le conseil de rédaction, et sera simple membre du conseil d'administration.

Art. 10. Tout se décide dans les conseils à la majorité des voix. En cas de partage dans le conseil de rédaction, le citoyen Michelot aura, comme rédacteur en chef, voix prépondérante.

Art. 11. Les deux conseils seront renouvelés par tiers, tous les deux mois. La sortie des membres se fera de la manière suivante. Le sort décidera des membres qui devront sortir, de même qu'il désignera leurs remplaçants.

Art. 12. Les clubs ou particuliers porteurs de quatre coupons d'action ou d'un plus grand nombre, qui n'auront pu, lors des premières élections, faire entrer leurs candidats dans les conseils, jouiront de tous leurs droits aux élections suivantes.

Art. 13. Le conseil de rédaction, ni aucune autre influence, de quelque part que ce soit, n'aura le droit de contraindre le citoyen Michelot à faire sortir le journal de la ligne démocratique qu'il se trace. Le conseil d'administration ne pourra non plus en entraver la marche, en refusant de solder les dépenses.

Art. 14. De nouveaux coupons d'actions pourront, en cas de besoin, être émis plus tard par les deux conseils qui en régleront la somme.

Art. 15. Des listes des souscriptions volontaires seront ouvertes de tous côtés par les frères et amis, surtout en ce moment, parce que les commencements sont toujours difficiles. Les noms des souscripteurs et les sommes versées par eux pour nous aider à fonder le présent journal, seront publiés.

Art. 16. Ces statuts ne réglant que la marche générale des choses, les affaires de détail seront réglées par les deux conseils, au fur et à mesure qu'elles se présenteront, et conformément aux principes posés ci-dessus.

Le président du club de la Sorbonne, le citoyen Michelot, a proposé à son club un règlement dont nous avons déjà dit un mot, un règlement calqué sur celui des clubs démocratiques de Londres. Ce règlement a été discuté et adopté à l'unanimité. Déjà plusieurs autres clubs ont demandé copie de cette pièce pour l'adopter. Nous croyons qu'il est utile de publier ce règlement, afin d'aider les clubs, surtout en province, à s'organiser régulièrement. Tous les clubs qui adopteront ces règles, soit en entier, soit en les modifiant, sont invités à se mettre en rapport avec le club de la Sorbonne. L'union fait la force. L'unanimité de tous les clubs à défendre les saines doctrines républicaines, confondra les ennemis de notre indépendance, et contribuera puissamment à développer et à consolider nos institutions. Il serait même d'une grande utilité d'entretenir une correspondance suivie. Adresser provisoirement les lettres ainsi qu'il suit : Au citoyen Michelot, rue Serpente, n° 10, Paris (affranchir).

## Règlement du club de la Sorbonne.

Art. 1<sup>er</sup>. Le but de ce club est d'instruire ses membres des doctrines démocratiques, et surtout de leurs devoirs, soit envers la République, soit à l'égard les uns des autres.



Art. 2. Ceux qui désireront faire partie du club, devront se faire présenter par deux membres déjà reçus. La réception des membres présentés, aura lieu cinq jours après la présentation, si les renseignements sont satisfaisants. Les aspirants seront repoussés s'ils ne réunissent au moins les suffrages des deux tiers des membres présents.

Art. 3. Les membres du club s'assemblent tous les jours à sept heures du soir, dans le local ordinaire de leurs réunions.

Art. 4. La séance s'ouvre par la lecture du procès-verbal de la séance précédente. Puis un membre donne le résumé des nouvelles du jour. Le reste de la séance est employé à discuter celle des questions politiques qui aura été antérieurement mise à l'ordre du jour. Chacun aura le droit d'émettre son opinion librement sans être interrompu. Ceux qui seront d'une opinion contraire répondront à leur tour, mais sans confusion et dans l'ordre où ils auront demandé la parole.

Art. 5. Il n'y aura que ceux qui seront membres du club qui auront le droit de prendre part à la délibération. Chaque membre sera muni d'une carte, délivrée par la société. Les membres de toutes les députations qui seront envoyées au club pourront être admis à prendre la parole, mais avec l'agrément préalable du bureau. L'assemblée sera consultée en cas de partage des membres du bureau.

Art. 6. Les visiteurs seront tolérés aux séances, mais à la condition de garder le silence. La moindre interruption de leur part peut provoquer leur expulsion de la salle.

Art. 7. La société nomme tous les mois, pour maintenir l'ordre dans ses séances et régler les affaires du club, les fonctionnaires suivants : un président, deux vice-présidents, deux secrétaires, un trésorier, un collecteur, un bibliothécaire et douze surveillants, dont quatre se tiendront à l'entrée, et les huit autres seront disséminés dans l'assemblée pour y maintenir l'ordre.

Art. 9. Chaque membre paie une cotisation de vingt-cinq centimes par semaine. Ces contributions sont destinées aux achats de livres, aux abonnements de journaux, au paiement du local ; en un mot, à tous les objets nécessaires à la société, et surtout à donner des secours à ceux des membres qui se trouveraient momentanément dans la gêne.

Art. 10. Aucun achat ne sera fait sans l'autorisation de l'assemblée. Le bureau sera seul juge des secours à accorder, sauf à en rendre compte à la société si elle l'exige.

Art. 11. Tout membre du club qui tombera malade, sera visité chaque jour par quelques uns des autres membres, qui seront désignés *ad hoc* par la société.

Art. 12. Si un membre de la société vient à mourir, la société tout entière assistera à ses funérailles, et si le défunt laisse des enfants et qu'ils soient sans fortune, le club devra s'efforcer de venir au secours des orphelins et de veiller à leur éducation.

Art. 13. Aucun membre ne sera dispensé de payer la cotisation imposée article 9, à moins qu'il ne soit indigent. Le collecteur tiendra note des débiteurs, et fera rentrer les sommes dues, chaque jour après la séance. Le collecteur rendra compte jour par jour au trésorier de sa recette.

Art. 14. Une commission d'enquête, composée de neuf membres, sera instituée. Elle connaîtra de toutes les plaintes portées contre la conduite des membres du club. La commission usera d'abord de tous les moyens de conciliation pour terminer les différends à l'amiable. Tous les membres s'engagent à se soumettre à ses décisions. Cette commission sera réélue tous les mois et par tiers.

Art. 15. L'un des secrétaires tiendra les registres des séances, dont il dressera procès-verbal. L'autre secrétaire inscrira les demandes d'admission, délivrera les cartes et sera chargé de prendre des informations sur les membres proposés.

Art. 16. Les réélections se feront de la manière suivante : le tiers des membres composant le bureau devra sortir chaque mois. Les membres sortants seront éliminés ainsi qu'il suit :

Art. 17. On inscrira sur une liste les noms des membres composant le bureau, puis les noms des membres proposés par l'assemblée pour remplacer les sortants.

Art. 18. Les assistants seront appelés par ordre, au bureau, pour désigner sur la liste, parmi les membres de l'ancien bureau, ceux qui devront rester, et parmi les membres proposés ceux qui devront entrer à la place des sortants.

Art. 19. Cette désignation sera faite ainsi qu'il suit : Chacun des votants mettra un A après le nom de celui qu'il dési-rera faire président ; un B après les noms de ceux qu'il voudra faire vice-présidents ; un C pour les secrétaires ; un D pour le trésorier ; un E pour le collecteur ; un F pour le bibliothécaire ; un G pour les surveillants. Celui qui aura réuni le plus de lettres désignant sa fonction, se trouvera élu ; et ainsi de tous les fonctionnaires.

Art. 20. Il n'y aura que les membres du club qui seront admis à voter. Tout assistant douteux devra exhiber sa carte de membre, à la première demande qui lui en sera faite par le bureau existant.

Art. 21. Le bureau examinera une fois la semaine les comptes de recettes et de dépenses du trésorier, et les approuvera s'il y a lieu. En cas de contravention de sa part, il pourra être déferé à l'assemblée.

Art. 22. L'appel nominal des membres sera fait une fois la semaine, et jamais aux mêmes jours.

Art. 23. Tout membre de la Société qui s'absentera des séances sans motif valable, sera réprimandé à la troisième fois ; s'il récidive, il sera passible d'une amende ; s'il continue sans alléguer d'excuses plausibles, son expulsion sera proposée à l'assemblée qui pourra la prononcer.

La crise financière est toujours la grande difficulté du moment. La rareté du numéraire cause de profondes inquiétudes, car les transactions sont, sinon arrêtées, au moins fortement entravées et à demi suspendues. De là les vives alarmes et le sourd mécontentement qui fermentent dans certaines classes, accoutumées dès long-temps à mesurer leur importance sur les dimensions croissantes d'un coffre-fort. Où est la véritable cause de ce mal affreux qui travaille notre société ? Ne pourrions-nous pas dire que c'est la panique et que cette panique a été amenée par ceux qui avaient intérêt à faire haïr la République et à ramener le régime déchu ? Ne pourrions-nous pas prouver que le complot a été ourdi dans les hautes régions financières et numéroté les riches maisons de banque qui se sont associées à ce projet liberticide ? Oui, nous pourrions tout cela ; mais pour éviter les récriminations des intéressés, nous ne parlerons ici que des moyens de remédier au mal. C'est à l'examen de ces moyens que le club de la Sorbonne ou de la Montagne a consacré hier soir une partie de sa séance. Le citoyen Michelot, président de ce club, a dit :

Citoyens, lorsque la patrie est en danger, le devoir de tous est de voler à sa défense ; mais aujourd'hui le mal dont souffre la République, est un de ceux auxquels on peut remédier par de sages conseils. Examinez donc l'état fâcheux où nous sommes, et que ceux qui se sentiront de bonnes inspirations viennent en faire hommage à la République. C'est à ce titre que je vous invite à écouter les explications que je vais vous donner sur un moyen que j'ai déjà proposé dans une autre assemblée, il y a plus d'un mois.

Un accueil favorable a été fait à ce que j'ai proposé alors.

— Le moyen ! voyons le moyen !

— Ce moyen que vous paraissiez impatients de connaître, ne consiste pas à créer un nouvel impôt de 5, 4 ou 500 millions, comme plusieurs l'ont proposé, et comme vient de le faire à tort le Gouvernement provisoire ; je dis à tort, car cet impôt dont le gouvernement vient de frapper les contribuables, n'est propre qu'à susciter de nouveaux ennemis à la République, qu'à exciter des troubles dans la province. Les plaintes qui déjà s'élèvent de toutes parts ne laissent aucun doute à cet égard, et ces plaintes sont fondées ; car, au lieu d'augmenter le budget, il aurait fallu le réduire, au moins dans tout ce qui touche aux aliments, aux vêtements et au logement des masses. Les charges qui pèsent sur le Peuple sont déjà trop lourdes. Le premier devoir de la République victorieuse doit être de soulager le Peuple.

— Le moyen ! le moyen !

— J'y arrive... En temps de révolution, le moyen de sortir d'une crise semblable à celle qui en ce moment jette le trouble dans toutes les transactions sociales, ce moyen doit être un moyen révolutionnaire !

— Mais en quoi consiste-t-il ?

— Il consiste à créer à l'instant un milliard et demi de papier-monnaie, dont les coupures embrassent tous les chiffres, depuis 4 franc jusqu'à mille. Avec ce papier nous pourrions sans aucun retard mettre nos places frontières, notre littoral de l'Océan et de la Méditerranée sur un pied respectable, et relever notre marine de l'état de déchéance où elle est tombée. De cette manière, nous fournirions des travaux et des moyens d'existence à des millions de travailleurs. De plus, cette émission de papier-monnaie nous permettrait d'établir instantanément dans les campagnes, des comptoirs agricoles pour aider au développement de notre agriculture. Toutes les industries seraient vivifiées et le commerce reprendrait son activité.

— Du papier peut-il opérer tant de merveilles ?

— Eh ! pourquoi pas ? L'or et l'argent sont-ils donc des signes d'échange indispensables ? Sparte n'a-t-elle pas été heureuse pendant plus de sept siècles, sans espèces d'or ni d'argent ? Sa monnaie de fer ne suffisait-elle pas à tous les besoins de son commerce ? Le papier-monnaie n'existe-t-il pas aujourd'hui même en Russie ? Du papier peut donc devenir le moyen et le signe de tous les échanges !

— Oui, mais il faudrait une garantie à ce papier-monnaie ; en un mot, un fonds qui en assurerait le remboursement.

— Cette garantie existe, et j'allais vous la proposer quand vous m'avez interrompu. Ce fonds représentatif du papier-monnaie, ce fonds que je ne voudrais hypothéquer que temporairement et avec la condition de ne pas l'aliéner, ce sont les anciens domaines de la couronne. Ces domaines sont d'une valeur qui excède de beaucoup celle du milliard et demi. Il serait dit que les impôts seraient payés, un quart en papier-monnaie et le reste en numéraire. Avec cette méthode, le Gouvernement retirerait chaque année une partie de ce papier de la circulation, et au bout d'un temps très court, il n'en resterait plus ; cela amènerait sans doute un déficit d'environ trois à quatre cents millions chaque année ; mais ne doit-il pas être dans les intentions d'un Gouvernement républicain de réduire le budget d'une somme au moins égale ? Comme il n'y aura plus de cour, ni de courtisans à gorger d'or, et que les chefs de la République devront être d'une probité immaculée, nous avons la certitude que des économies de quelques centaines de millions pourront être faites chaque année. Le déficit que l'on paraît redouter, sera donc sans aucun danger pour la marche des affaires. Le budget pourra donc être réduit progressivement.

Je me résume. On peut, en employant le moyen que nous venons de développer, parer à tous les besoins du moment, à

toutes les éventualités, et surtout sortir de la crise actuelle, sans créer de nouveaux impôts.

Le citoyen Prevel. — Mais ce sont les assignats que vous proposez ; or les assignats sont à jamais décriés.

— Il est certain que les assignats étaient un papier-monnaie ; mais le papier-monnaie que je propose aujourd'hui n'a aucune identité avec les assignats d'autrefois. Les assignats sont décriés, j'en conviens ; mais ils sont décriés parce qu'on en fit un abus inouï, et parce que les valeurs immobilières qui leur avaient été données pour garantie furent dilapidées. Ici, rien de pareil à craindre, aucune dilapidation ne peut avoir lieu.

Vous avez vu que le retrait du papier-monnaie s'opère très vite et sans encombre. J'ajouterais qu'aujourd'hui la prospérité nationale est cent fois plus développée qu'autrefois.

— Mais l'abolition des octrois et la rentrée du papier-monnaie amèneront un déficit qui dépassera tous les calculs, il en résultera des embarras inextricables ; il faudra des impôts extraordinaires pour sortir de la nouvelle crise.

— S'il était vrai qu'un nouvel impôt devint nécessaire, il y aurait un moyen de l'établir sans faire crier le peuple ; ce serait de n'imposer que les rentiers, qui n'ont jamais porté leur part des charges de l'Etat. Un tel impôt serait fort productif et vu avec faveur par le peuple entier. Aucune objection sociale ne peut être faite contre le moyen que je propose. Je vote donc pour que le Gouvernement soit invité à le prendre en considération.

L'assemblée ayant été régulièrement appelée à voter, s'est prononcée pour le moyen proposé par le citoyen Michelot et pour que communication en soit faite au Gouvernement.

#### Aux Ouvriers.

Frères ! depuis des siècles vous êtes exploités !... Depuis des siècles vous êtes les serfs de l'industrie, les ilotes du capital : car depuis des siècles vous travaillez jusqu'à extinction, et le capitaliste qui ne fait rien, ou presque rien, recueille le fruit de votre labeur incessant. Il nage dans toutes les voluptés de la vie, tandis que vous, vos femmes et vos enfants, vous naissez, vivez et mourez au milieu des tortures de l'indigence. Vous, qui bâtissez des palais, vous n'habitez que des taudis malsains ; vous qui polissez le diamant, vous qui travaillez tous les métaux, vous qui tissez les plus riches étoffes, vous n'avez que des haillons pour couvrir votre nudité. La terre arrosée de vos sueurs produit les fruits les plus succulents ; le riche oisif les monopolise, les dévore, et vous, vous n'avez pas toujours votre réfection de pain noir.

Pourquoi un état aussi contraire à la nature a-t-il tant duré et dure-t-il encore ?

Parce que vous n'étiez ni assez instruits pour connaître vos droits, ni assez unis entre vous pour les faire valoir. Les capitalistes, au contraire, ont toujours été parfaitement organisés ; c'était par eux et pour eux que les lois étaient faites. Ils possèdent l'art de vous leurrer avec de belles paroles ; ils ont des palliatifs toujours prêts pour dissimuler les énormités de leur système d'exploitation.

Le temps est venu enfin de briser vos chaînes et de vous affranchir. Il faut que vous, vos femmes et vos enfants, tiriez de votre travail la part qui vous appartient. Quant aux capitalistes, une part raisonnable aussi leur sera faite, car nous ne voulons l'oppression de personne. La plus stricte justice doit présider aux mesures que nous prendrons. Mais n'oubliez pas que cette organisation du travail est le grand problème à résoudre ; que ce problème est environné de difficultés si ardues, que les plus grands économistes ont jusqu'ici reculé d'effroi.

Eh bien ! nous ne reculons pas, nous ; nous y sacrifions notre vie, s'il le faut. Le devoir des amis du peuple est de seconder nos efforts. Ouvriers, nos frères, si vous ne connaissez pas les théories, vous connaissez au moins la pratique, vous savez comment vous êtes exploités, en quoi vos droits sont lésés ; vous pouvez donc nous venir en aide, en nous exposant les faits dont vous êtes victimes. Apportez-nous tous les renseignements que vous pourrez. Réfléchissez et venez nous faire part de vos réflexions. Vous serez accueillis les bras ouverts. Nous mettons ce journal à votre disposition. Nous exposerons jour par jour vos communications, vos souffrances, vos besoins, et surtout les moyens de remédier promptement au mal.

MICHELOT (JEAN-JUIN).

La Société centrale républicaine a discuté, les titres de divers candidats à l'Assemblée constituante. Les candidatures des citoyens Reybeirole et Michelot, président du club de la Sorbonne, ont été admises à l'unanimité.

Ces candidats, ainsi que ceux dont nous donnerons les noms à mesure qu'ils obtiendront l'approbation des clubs, seront-ils élus à Paris ou en province ? Les électeurs décideront. — Nous ne faisons, pour le moment, que leur indiquer des sujets. Si les ouvriers veulent nous indiquer leurs réunions, nous y assisterons et nous ferons appuyer leurs candidats et leurs questions.

MICHELOT, Directeur-Gérant.

Imprimerie Ed. Proux et C<sup>e</sup>, rue eue-des-Bons-Enfants, 3